

Ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement : raté ?

OXFAM : tribune le 16 novembre 2021

https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/bilan-de-la-cop26-un-nouveau-rendez-vous-manque-pour-le-climat/?utm_medium=email&utm_campaign=1611_Bilan-COP26_TouteBase&utm_content=1611_Bilan-COP26_TouteBase+Version+A+CID_ff144179727f5d35c4ec765f9d1ca396&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Je%20veux%20comprendre

Alors que la COP26 vient de se clôturer à Glasgow, l'heure est désormais au bilan. **Ce sommet, qui se voulait (et se devait d'être) un moment historique** à l'heure où les alertes des scientifiques et experts se multiplient, ne constitue finalement pas un tournant majeur dans la lutte pour le climat. Si certaines avancées essentielles ont été arrachées, le chemin à parcourir reste long et la solidarité avec les populations les plus vulnérables devra de toute urgence être remise sur la table.

La mobilisation d'Oxfam pour le climat ne s'arrête évidemment pas à cette COP26. Nous continuerons, partout et tout le temps, à exiger des mesures à la hauteur de l'urgence à nos responsables politiques.

« Garder en vie » l'objectif de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement : raté ?

L'objectif de 1,5°C, la limite la plus ambitieuse fixée par l'Accord de Paris, s'éloigne encore davantage après l'accord conclu à la COP26. Le constat est clair et illustre l'insuffisance des mesures annoncées : si chaque pays mettait en œuvre le plan de réduction qu'il a pour le moment annoncé, nous serions toujours sur une trajectoire à + 2,7°C selon l'ONU. Un réchauffement impensable, qui aurait des répercussions dévastatrices et mettrait en danger la vie de millions de personnes.

Les engagements des Etats sont donc aujourd'hui encore largement insuffisants et **le texte final adopté à la COP26 ne fait qu'inviter les pays à « poursuivre les efforts de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C », sans imposer de véritables moyens d'y parvenir.**

Si l'objectif de contenir à 1,5°C la hausse de la température d'ici la fin du siècle est toujours sur la table bien qu'en sérieux danger, il faut désormais que les promesses et engagements des Etats soient transformés en actions concrètes. Et le travail doit commencer dès maintenant, notamment pour les pays les plus pollués : les pays riches.

Sortie des énergies fossiles : des avancées bienvenues mais encore très limitées

Pour la première fois, les textes mentionnent les énergies fossiles. **Un premier pas plus que bienvenu mais dont la teneur réelle a été largement affaiblie au fil des jours de la COP26, sous la pression de certains Etats.** Résultat final : un timide appel à « intensifier les efforts vers la diminution progressive du charbon sans systèmes de capture (de CO₂) et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles ».

Après plusieurs jours de tergiversations, la France a cédé à la pression internationale en rejoignant l'alliance sur la fin des financements fossiles à l'étranger d'ici fin 2022. Une bonne nouvelle en apparence seulement puisque la formulation alambiquée du texte permettrait à la France de maintenir son calendrier initial (fin des soutiens au pétrole en 2025 et au gaz en 2035) pour les projets avec technologies de captage et stockage de CO₂. **Une annonce inacceptable car ces techniques, encore peu développées et coûteuses, ne sont qu'une distraction pour éviter de s'engager résolument vers une sortie des énergies fossiles indispensable.**

Tout juste condamnée par la justice pour son inaction climatique dans le cadre de [l’Affaire du Siècle](#), la France endosse une nouvelle fois le rôle du mauvais élève.

Pays pauvres : les grands oubliés de la COP26

Financements climat : l’urgence de tenir la promesse des 100 milliards

En 2009, les pays développés, les plus émetteurs de gaz à effet de serre, se sont engagés à fournir chaque année, à partir de 2020, 100 milliards de dollars afin d’aider les pays les plus vulnérables à s’adapter aux changements climatiques. Ce sont les financements climat. **En 2021, cette promesse n’a toujours pas été tenue. Les pays les plus pauvres subissent pourtant de plein fouet les impacts des changements climatiques sans en être responsables et ce, à un rythme de plus en plus effréné.**

Le sujet des financements climat, qui devait être crucial, n’a pas connu de grandes avancées et la déclaration finale ne fait qu’exhorter les pays riches à respecter leur promesse initiale. Les financements climat comportent deux facettes : les financements des pertes et dommages, ces dommages irréversibles déjà causés par le changement climatique ; et les financements à l’adaptation, la décarbonation de l’économie, vitale pour limiter le réchauffement climatique.

Pour la première fois, un objectif pour le financement de l’adaptation au changement climatique a toutefois été convenu. [Aujourd’hui, seulement 25% des financements climat vont à l’adaptation et la majorité de ces fonds prennent la forme de prêts et non de dons](#), aggravant encore davantage la dette des pays pauvres. Les textes de la COP26 prévoient désormais un doublement de cette aide spécifiquement consacrée à l’adaptation mais là encore, ces annonces restent bien en deçà de ce que les pays en développement réclamaient et de ce dont ils ont réellement besoin.

Pertes et dommages : l’absence de solidarité envers les populations les plus vulnérables

Du côté de la question des pertes et dommages, la déception est grande. Cette COP26 n’apporte en effet aucune avancée à ce dossier. Les pays en développement – qui représentent plus de 6 milliards de personnes – ont proposé un mécanisme financier pour compenser les dommages irréversibles causés par le réchauffement climatique qu’ils subissent d’ores et déjà et dont ils sont les moins responsables. Les pays riches, Union Européenne et Etats-Unis en tête, ont fait la sourde oreille et la déclaration finale de la COP26 ne contient qu’une invitation à poursuivre le dialogue autour de cette question. Une formulation beaucoup trop faible face à l’urgence de la situation de certains pays qui ont déjà les pieds dans l’eau ou subissent des famines climatiques.

Pertes et dommages : de quoi parle-t-on ?

Les « pertes et dommages » désignent les dégâts inévitables et irréversibles que subissent les populations des pays les plus pauvres à cause de la crise climatique. Il peut par exemple s’agir des événements climatiques extrêmes comme les tempêtes, inondations, canicules ou les incendies. Les pays les plus vulnérables sont le moins responsables de ces événements, car ils émettent moins de gaz à effet de serre, mais en subissent le plus les conséquences.

La société civile reste(ra) mobilisée pour réclamer des actes

Si les responsables politiques ne se sont pas montrés à la hauteur des enjeux climatiques, la mobilisation des citoyennes et citoyens a été plus forte que jamais. Les mouvements citoyens sont toujours plus grandissants à travers le monde et continuent de demander des comptes aux responsables politiques.

Chez Oxfam aussi, nous continuerons d'être vigilant.e.s sur les futures actions menées par les gouvernements et resterons encore et toujours mobilisé.e.s pour la justice climatique et sociale.